

**CONDITIONS DEFINITIVES POUR LES CERTIFICATS SUR ACTION
EN DATE DU 24 mai 2013**

Certificats émis par

**SG EFFEKTEN GmbH
(en qualité d'Emetteur)**

inconditionnellement et irrévocablement garantis par

Société Générale

Les modalités applicables aux Certificats figurent dans le Prospectus de Base (visa de l'Autorité des marchés financiers ("AMF") n° 13-185 du 26 avril 2013) et le Supplément (visa AMF n° 13-222 du 16 mai 2013).

Les Conditions Définitives, le Prospectus de Base et le Supplément sont disponibles sur le site internet de l'AMF <http://www.amf-france.org> et sur le site internet <http://www.sgbourse.fr>, ou tout autre site qui viendrait à lui succéder.

L'attention des acheteurs potentiels est attiré sur le fait que :

- ils doivent lire ces Conditions Définitives en liaison avec le Prospectus de Base et le Supplément,
- à tout moment, la valeur du Certificat peut être inférieure au Prix d'Emission et les Porteurs peuvent perdre tout ou partie de leur investissement,
- les Certificats ne conviennent pas à tous les investisseurs. Il est recommandé aux acheteurs potentiels de ne prendre leur décision qu'après avoir soigneusement considéré, avec leurs conseillers, si l'investissement envisagé est adapté à leurs besoins et leurs moyens,
- seule la version française du Prospectus de Base et du Supplément a reçu un visa de l'AMF. La traduction anglaise est pour information uniquement.

LES CERTIFICATS ET LA GARANTIE N'ONT PAS ÉTÉ ET NE SERONT PAS ENREGISTRÉS EN VERTU DU UNITED STATES SECURITIES ACT DE 1933 TEL QU'AMENDÉ, OU DE TOUTES LOIS RELATIVES À DES INSTRUMENTS FINANCIERS D'UN ÉTAT AMÉRICAIN, ET LA NÉGOCIATION DES CERTIFICATS N'A PAS ÉTÉ APPROUVÉE PAR LA UNITED STATES COMMODITY FUTURES TRADING COMMISSION EN VERTU DU UNITED STATES COMMODITY EXCHANGE ACT DE 1936, TEL QU'AMENDÉ. NI LES CERTIFICATS, NI AUCUN DROIT SUR CEUX-CI, NE POURRONT À AUCUN MOMENT ÊTRE OFFERTS, VENDUS, REVENDUS, NÉGOCIÉS, NANTIS, REMBOURSÉS, TRANSFÉRÉS OU LIVRÉS, DIRECTEMENT OU INDIRECTEMENT, AUX ÉTATS-UNIS NI À DES RESSORTISSANTS DES ÉTATS-UNIS OU POUR LEUR COMPTE OU À LEUR PROFIT, ET AUCUN RESSORTISSANT DES ÉTATS-UNIS NE PEUT, A TOUT MOMENT, NÉGOCIER OU MAINTENIR UNE POSITION DANS LES CERTIFICATS. SUR LA DESCRIPTION DES RESTRICTIONS EN MATIÈRE D'OFFRE ET DE VENTE DES CERTIFICATS, VOIR LE CHAPITRE "ACHAT ET RESTRICTIONS DE VENTE" DU PROSPECTUS DE BASE.

I – GENERAL

Emetteur	Société Générale Effekten GmbH
Garant	Société Générale Les Certificats sont garantis par Société Générale selon la Garantie en date du 29 avril 2013.
Nom commercial	<i>Recovery Bonus Cappés</i>
Date d'Emission	27 mai 2013
Souscription	Société Générale
Agent Payeur	Société Générale, Tours Société Générale, 92987 Paris La Défense Cedex, France.
Agent de Calcul	Société Générale, Tours Société Générale, 92987 Paris La Défense Cedex, France.
Organisme(s) de Compensation	Euroclear France (Paris), 115 rue Réaumur, 75081 Paris Cedex 02, France Euroclear Bank (Bruxelles), 1 boulevard du Roi Albert II, B-1210, Brussels, Belgique Clearstream Banking (Luxembourg), 42 avenue JF Kennedy, L-1855, Luxembourg
Cotation	Une demande a été présentée en vue de faire admettre les Certificats à la négociation sur le Marché Réglementé d'Euronext Paris avec effet à compter de la Date d'Émission. Aucune garantie ne peut être donnée que cette demande soit approuvée.
Nombre minimum de Certificats négociables	Le nombre minimum de Certificats négociables sur Euronext Paris est de un Certificat.
Forme de l'animation du marché	Transactions en continu SG Securities (Paris) SAS en tant qu'apporteur de liquidité affiche des prix acheteur et vendeur dans le carnet d'ordre des Certificats, durant la séance boursière, aux conditions suivantes : <ul style="list-style-type: none">- un écart maximal acheteur et vendeur de 3 EUR ou 5% du prix vendeur affiché par l'apporteur de liquidité,- un montant unitaire minimum par ordre de 10.000 EUR, ceci dans des conditions de marché, de liquidité du sous-jacent et de fonctionnement des systèmes électroniques d'information et de transmission des ordres.
Radiation	Les Certificats seront radiés d'Euronext Paris à l'ouverture du sixième jour de transaction à Paris précédant la Date de Maturité (incluse)
Forme et transfert des Certificats	Les Certificats sont émis au porteur. La propriété des Certificats sera établie par une inscription en compte, conformément à l'article L 211-4 du Code monétaire et financier.
Dispositions pour l'assimilation	Non applicable
Contact investisseurs	Société Générale N° Azur 0810 30 20 20

II – CARACTERISTIQUES FINANCIERES

TABLEAU

Tranche	Nombre de Certificats	Sous-Jacent / Action	code Reuters	Devise du Sous-Jacent
A	20.000	AXA	AXAF.PA	EUR

Tranche	Marché de Cotation	Prix d'Emission par Certificat	Montant d'émission	Date d'Evaluation Initiale	Date d'Evaluation Finale	Date de Maturité
A	Euronext Paris	100 EUR	2.000.000 EUR	17 mai 2013	16 mai 2014	30 mai 2014

Tranche	Limite *	Niveau Bonus *	Parité *	code ISIN	code mnémorique
A	103% x VALEUR _i	121,50% x Prix d'Emission	1	FR0011502921	7417S

* sous réserve d'ajustements

**Termes et Conditions
Additionnels applicables**

6.7

Si la valeur finale du sous-jacent est au dessus de la limite, la valeur de remboursement du produit sera maximale et égale au niveau Bonus. Dans le cas inverse, le risque est comparable à un investissement direct sur le sous-jacent. Le gain potentiel est limité au cap.

Montant total de l'émission

2.000.000 EUR

Devise de Règlement

EUR

Sous-Jacent

Tel qu'indiqué dans le tableau ci-dessus

Montant de Règlement

Chaque Certificat donne au Porteur le droit de recevoir l'un des Montants de Règlement suivants, selon le cas, à la Date de Règlement :

(i) si VALEUR_f est supérieure ou égale à la Limite :

Parité x Niveau Bonus

(ii) si VALEUR_f est strictement inférieure à la Limite :

Parité x (VALEUR_f / VALEUR_i) x Prix d'Emission

où

VALEUR_f désigne le cours de clôture de l'Action à la Date d'Evaluation Finale, sous réserve des dispositions prévues dans la définition de la Date d'Evaluation Finale.

VALEUR_i désigne le cours de clôture de l'Action à la Date d'Evaluation Initiale, sous réserve des dispositions prévues dans la définition de la Date d'Evaluation Initiale.

Date d'Evaluation Initiale

La date indiquée dans le tableau ci-dessus. Toutefois, si cette date n'est pas un Jour de Transaction, la Date d'Evaluation Initiale sera le premier Jour de Transaction de la Période d'Evaluation Initiale. S'il n'y a pas de Jour de Transaction pendant la Période d'Evaluation Initiale, le dernier jour de cette période sera réputé être la Date d'Evaluation Initiale et VALEUR_i sera réputée être la valeur de l'Action déterminée par l'Agent de Calcul, après consultation d'un expert indépendant désigné par Société Générale, sur la base des conditions de marché le dernier jour de la Période d'Evaluation Initiale.

Période d'Evaluation Initiale

La période de cinq jours calendaires qui suit la Date d'Evaluation Initiale.

Date de Règlement

La Date de Maturité.

Date d'Evaluation Finale

La date indiquée dans le tableau ci-dessus. Toutefois, si cette date n'est pas un Jour de Transaction, la Date d'Evaluation Finale sera le premier Jour de Transaction de la Période d'Evaluation sous réserve que, s'il n'y a pas de Jour de Transaction pendant la Période d'Evaluation, le dernier jour de la Période d'Evaluation sera réputé être la Date d'Evaluation Finale et VALEUR_f sera réputée être la Juste Valeur de Marché.

Période d'Evaluation

La période de cinq jours calendaires qui suit la Date d'Evaluation Finale.

Juste Valeur de Marché

La valeur de l'Action déterminée par l'Agent de Calcul, après consultation d'un expert indépendant désigné par Société Générale, sur la base des conditions de marché le dernier jour de la Période d'Evaluation.

INTERETS DES PERSONNES PHYSIQUES ET MORALES PARTICIPANT A L'EMISSION

A l'exception des commissions versées aux Agents Placeurs, le cas échéant, à la connaissance de l'Emetteur, aucune personne impliquée dans l'offre des Certificats n'y a d'intérêt significatif.

CAS DE PERTURBATION DE MARCHÉ

Les événements décrits à la Condition 16 des Termes et Conditions.

REGLES D'AJUSTEMENT

Les ajustements décrits à la Condition 16 des Termes et Conditions.

Rémunérations des intermédiaires professionnels :

Société Générale paiera aux personnes mentionnées ci-dessous (chacune une "**Partie Intéressée**") les rémunérations suivantes au titre des services rendus par cette Partie Intéressée à Société Générale et indiquée ci-dessous.

A chaque distributeur, une rémunération annuelle moyenne (calculée sur la base de la durée des Certificats), dont le montant maximum est égal à 1,50% du montant des Certificats effectivement placés.

Toute information complémentaire relative aux rémunérations ci-dessus pourra être fournie par Société Générale à ses clients, sur demande. Si, dans le cadre de la Directive 2004/39/CE sur les Marchés d'Instruments Financiers (MIF), ou de toute autre disposition juridique ou réglementaire, une Partie Intéressée est tenue de communiquer aux investisseurs potentiels toute rémunération que Société Générale verse à cette Partie Intéressée ou perçoit de cette Partie Intéressée au titre des Certificats, la Partie Intéressée est responsable de la conformité à ces lois et réglementations.

Signé pour le compte de l'Émetteur:

Par:



Dûment autorisé

Signé pour le compte du Garant:

Par:



Dûment autorisé

ANNEXE – RESUME DE L'EMISSION

Le présent résumé est applicable aux Certificats (les **Certificats**) décrits dans les conditions définitives (les **Conditions Définitives**) auxquelles il est annexé. Il contient l'information du résumé figurant dans le Prospectus de Base en date du 26 avril 2013 visé par l'Autorité des marchés financiers (l'"**AMF**") sous le numéro 13-185 en date du 26 avril 2013 et dans le Supplément au Prospectus de Base en date du 16 mai 2013 visé par l'Autorité des marchés financiers sous le numéro 13-222 en date du 16 mai 2013 (ensemble, le "**Prospectus de Base**") qui est pertinente pour les Certificats ainsi que l'information pertinente des Conditions Définitives.

Le présent résumé doit être lu comme une introduction au Prospectus de Base et est fourni afin de permettre aux investisseurs d'apprécier l'opportunité d'un investissement dans les Certificats. Il ne se substitue pas au Prospectus de Base. Toute décision d'investissement dans les Certificats doit être fondée sur un examen exhaustif du Prospectus de Base et des Conditions Définitives par l'investisseur.

A la suite de la mise en œuvre des dispositions de la Directive Prospectus 2003/71/CE telle que modifiée, par chaque Etat membre de l'Espace Economique Européen, aucune responsabilité civile ne sera engagée contre toute personne dans aucun de ces Etats membres sur la base du seul résumé, y compris toute traduction y afférant, sauf à ce que le contenu du résumé soit trompeur, inexact ou contradictoire par rapport aux autres parties du présent Prospectus de Base et des Conditions Définitives ou s'il ne fournit pas, lu en combinaison avec les autres parties du Prospectus de Base et des Conditions Définitives, les informations clés (telles que définies à l'article 2.1(s) de la Directive Prospectus) permettant d'aider les investisseurs lorsqu'ils envisagent d'investir dans les Certificats.

Lorsqu'une action concernant l'information contenue dans le présent Prospectus de Base et les Conditions Définitives est intentée devant le tribunal d'un Etat membre de l'Espace Economique Européen, l'investisseur plaignant peut, selon la législation nationale des Etats membres, avoir à supporter les frais de traduction du Prospectus de Base et des Conditions Définitives avant le début de la procédure judiciaire.

Les résumés sont constitués d'éléments d'information, qui sont connus sous le nom d'**Eléments** et dont la communication est requise par l'annexe XXII du Règlement CE/809/2004 tel que modifié". Ces Eléments sont numérotés dans les Sections A – E (A.1 – E.7).

Le présent résumé contient tous les Eléments devant être inclus dans un résumé pour ce type de titres et d'Emetteur. Comme certains Eléments ne sont pas requis, il peut y avoir des écarts dans la séquence de numérotation des Eléments.

Même si un Elément peut être requis dans le résumé en raison du type de titres et d'Emetteur, il est possible qu'aucune information pertinente ne puisse être donnée au titre de cet Elément. Dans ce cas une courte description de l'Elément est incluse dans le résumé avec la mention "Sans objet".

Section A — Introduction et avertissements		
A.1	<i>Avertissements</i>	<p>Le présent résumé doit être lu comme une introduction au Prospectus de Base :</p> <ul style="list-style-type: none">- toute décision d'investir dans les instruments financiers qui font l'objet de l'opération doit être fondée sur un examen exhaustif du Prospectus de Base, du(des) Supplément(s) si nécessaire et des Conditions Définitives y compris les documents incorporés par référence.- lorsqu'une action concernant l'information contenue dans le Prospectus de Base et/ou le(les) Supplément(s) et/ou les Conditions Définitives est intentée devant un tribunal, l'investisseur plaignant peut, selon la législation nationale des Etats membres de la Communauté européenne ou parties à l'accord sur l'Espace économique européen, avoir à supporter les frais de traduction du Prospectus de Base et/ou du(des) Supplément(s) et/ ou des Conditions Définitives avant le début de la procédure judiciaire.- les personnes qui ont présenté le résumé, y compris, le cas échéant, sa traduction, et en ont demandé la notification au sens de l'article 212-41 du règlement général de l'AMF, n'engagent leur responsabilité civile que si le contenu du résumé est trompeur, inexact ou contradictoire par rapport aux autres parties du Prospectus de Base.

Section A — Introduction et avertissements

A.2	<p><i>Consentement de l'Emetteur à l'utilisation du Prospectus de Base</i></p>	<p>Pour ce qui concerne toute offre de Certificats qui n'est pas effectuée en vertu d'une dispense de prospectus conformément à la Directive Prospectus (une Offre Non-exemptée), l'Emetteur accepte d'être responsable dans chacun des Etats Membres pour lesquels il a donné son consentement, tel que mentionné ci-dessous, du contenu du Prospectus de Base, à l'égard de toute personne (un Investisseur) à qui toute offre de Certificats est faite par tout intermédiaire financier auquel l'Emetteur a donné son consentement à l'utilisation du Prospectus de Base (un Offrant Autorisé), si l'offre est faite durant la période pendant laquelle ce consentement est donné dans l'Etat Membre pour lequel ce consentement a été donné et en conformité avec toutes les autres conditions assorties à l'octroi de ce consentement. Cependant, ni l'Emetteur, ni aucun Preneur Ferme ne saurait être tenu responsable d'aucun des agissements de tout Offrant Autorisé, y compris le respect par tout Offrant Autorisé des règles de bonne conduite applicables ou toutes autres exigences réglementaires ou législatives locales en matière de valeurs mobilières en rapport avec cette offre.</p> <p>L'Emetteur consent à l'utilisation du Prospectus de Base dans le cadre d'une Offre Non-exemptée de ces Certificats pendant la période d'offre indiquée dans les Conditions Définitives concernées (la Période d'Offre) soit :</p> <ul style="list-style-type: none"> (i) dans le(s) Etat(s) Membre(s) mentionné(s) dans les Conditions Définitives concernées par tout intermédiaire financier autorisé à faire de telles offres en vertu de la Directive sur les Marchés d'Instruments Financiers (Directive 2004/39/CE) et qui remplit les conditions mentionnées (le cas échéant) dans les Conditions Définitives concernées, ou (ii) par tout intermédiaire financier dans le(s) Etat(s) Membre(s) concerné(s) qui remplit les conditions suivantes : (a) il agit en conformité avec toutes les lois, règles, réglementations et recommandations applicables de tout organe de régulation (les Règles), notamment et dans chaque cas, les Règles relatives à la fois au caractère approprié ou adéquat de tout investissement dans les Certificats par toute personne et à la divulgation à tout investisseur potentiel, (b) il respecte les restrictions énoncées à la section "Achat et Restriction de Vente" du Prospectus de Base comme s'il agissait en tant que Preneur Ferme, (c) il s'assure que tous les frais (et toutes les commissions ou avantages de toute nature) reçus ou payés par cet intermédiaire financier au titre de l'offre ou la vente des Certificats sont entièrement et clairement communiqués aux investisseurs ou investisseurs potentiels, (d) il détient tous permis, autorisations, approbations et accords nécessaires à la sollicitation ou à l'offre ou la vente des Certificats en application des Règles, (e) il conserve les données d'identification des investisseurs au minimum pendant la période requise par les Règles applicables et doit, sur demande, mettre ces données d'identification à la disposition des Agents Placeurs concernés et de l'Emetteur ou les mettre directement à la disposition des autorités compétentes dont l'Emetteur et/ou les Agents Placeurs concernés dépendent afin de permettre à l'Emetteur et/ou aux Agents Placeurs concernés de respecter les Règles relatives à la lutte contre le blanchiment et à la lutte contre la corruption et les règles d'identification du client applicables à l'Emetteur et/ou aux Agents Placeurs concernés, (f) il ne conduit pas, directement ou indirectement, l'Emetteur ou les Agents Placeurs concernés à enfreindre une Règle ou à devoir effectuer un dépôt, d'obtenir une autorisation ou un accord dans une quelconque juridiction, et (g) il satisfait à toute autre condition indiquée dans les Conditions Définitives concernées.
-----	--	--

Section A — Introduction et avertissements

L'Emetteur peut donner son consentement à des intermédiaires financiers supplémentaires après la date des Conditions Définitives concernées et, dans ce cas, l'Emetteur publiera les informations ci-dessus les concernant sur son site internet (www.sqbourse.com).

Tout Offrant Autorisé qui souhaite utiliser le présent Prospectus de Base dans le cadre d'une Offre Non-exemptée est tenu, pendant la durée de la Période d'Offre concernée, d'indiquer sur son site internet qu'il utilise le Prospectus de Base pour une telle Offre Non-exemptée conformément au consentement de l'Emetteur et aux conditions y afférant.

Si cela est indiqué dans les Conditions Définitives concernées, une Offre Non-exemptée peut être faite pendant la Période d'Offre concernée par l'Emetteur, les Agents Placeurs ou tout Offrant Autorisé dans tout Etat Membre concerné sous réserve de toutes les conditions applicables, dans tous les cas tel qu'indiqué dans les Conditions Définitives concernées.

Dans le cas contraire à celui indiqué ci-dessus, ni l'Emetteur, ni aucun des Agents Placeurs n'a autorisé une quelconque Offre Non-exemptée de Certificats par une quelconque personne dans une quelconque circonstance et une telle personne n'est pas autorisée à utiliser le Prospectus de Base dans le cadre de son offre de Certificats. De telles Offres Non-exemptées non autorisées ne sont pas faites par, ou au nom de, l'Emetteur, tout Preneur Ferme ou Offrant Autorisé, et ni l'Emetteur ni aucun des Agents Placeurs ou Offrants Autorisés ne saurait être tenu responsable des agissements de toute personne mettant en place de telles offres ou de leurs conséquences.

Un Investisseur qui souhaite acquérir ou qui acquiert tous Certificats auprès d'un Offrant Autorisé pourra le faire, et les offres et ventes des Certificats à un Investisseur par un Offrant Autorisé seront effectuées, conformément aux modalités et autres accords conclus entre cet Offrant Autorisé et cet Investisseur y compris, s'agissant du prix, des accords d'allocation et de règlement (les Modalités de l'Offre Non-exemptée). L'Emetteur ne sera partie à aucun de ces accords avec les Investisseurs (autres que les Agents Placeurs) en ce qui concerne l'offre ou la vente des Certificats et, en conséquence, le Prospectus de Base et les Conditions Définitives ne contiendront pas ces informations. Les Modalités de l'Offre Non-exemptée seront indiquées aux Investisseurs sur son site internet par ledit Offrant Autorisé pendant la période concernée. Ni l'Emetteur ni aucun des Agents Placeurs ou d'autres Offrants Autorisés ne saurait être tenu responsable de cette information ni des conséquences de son utilisation par les Investisseurs concernés.

Section B — Emetteur		
B.1	<i>Raison sociale et nom commercial de l'Emetteur</i>	Société Générale Effekten GmbH (Emetteur). Société Générale (Garant).
B.2	<i>Siège social et forme juridique de l'Emetteur, législation régissant ses activités ainsi que son pays d'origine</i>	<p>Société Générale Effekten GmbH (Emetteur) dont le siège social est situé à Francfort-sur-le-Main, est enregistré au registre du commerce du tribunal local de Francfort sous le numéro HRB 32283. Société Générale Effekten GmbH apparait après <i>LT Industriebeteiligungs-Gesellschaft mbH</i> elle-même fondée le 3 mars 1977 pour une durée illimitée puis renommée par une résolution de l'assemblée générale des actionnaires le 5 octobre 1990. L'Emetteur a été créé sous la forme d'une société à responsabilité limitée (<i>Gesellschaft beschränkter Haftung, GmbH</i>) conformément au droit allemand.</p> <p>L'Emetteur a son siège administratif Neue Mainzer Strasse 46-50, 60311 Francfort-sur-le-Main, Allemagne.</p> <p>Le siège social de Société Générale (Garant) est situé 29, boulevard Haussmann, 75009 Paris.</p> <p>Société Générale est une société anonyme de droit français dûment agréée en tant qu'établissement de crédit français.</p> <p>Société Générale a été immatriculée en France par un acte approuvé par décret du 4 mai 1864. La durée de vie de Société Générale, originellement fixée à 50 années à compter du 1^{er} janvier 1899 a ultérieurement été étendue à 99 ans à compter du 1^{er} janvier 1949. En vertu des lois et règlements applicables aux établissements de crédits et notamment en vertu des dispositions du Code monétaire et financier, Société Générale est régie par les dispositions commerciales du Code de commerce (notamment les Articles L. 210-1 et suivants) ainsi que par ses statuts en vigueur.</p>
B.4b	<i>Description de toute tendance connue ayant des répercussions sur l'Emetteur et ses secteurs d'activité</i>	<p>Société Générale Effekten GmbH</p> <p>Les activités d'émissions pour l'exercice 2013 dépendent de la tendance actuelle des marchés financiers. Comme pour les années précédentes, l'Émetteur a l'intention d'offrir une vaste gamme de produits en 2013. L'Émetteur a l'intention de continuer les activités d'émissions commencées en 2011 et 2012 en Autriche et en Suède.</p> <p>Société Générale</p> <p>Détérioration significative mais d'ampleur inégale dans l'environnement économique mondial; recommandation de l'Autorité Bancaire Européenne de parvenir à un ratio Core Tier 1 d'au moins 9% selon le référentiel Bâle 2.5 à partir du 30 Juin 2012; rapport Vickers au Royaume-Uni suggérant le cantonnement des activités de banque de détail au sein des banques universelles (question qui sera examinée par l'Union européenne en 2012) ; d'autres sujets examinés par le Conseil de Stabilité Financière comprennent l'harmonisation des normes comptables, les pratiques de compensation, le fonctionnement des marchés de dérivés OTC, entre autres ; aux États-Unis, la loi Dodd-Frank a introduit les principes du contrôle des risques systémiques et de surveillance de certaines activités des banques de financement et d'investissement; une taxe sur les transactions financières a été instaurée en 2012 en France.</p>

Section B — Emetteur		
B.5	<i>Description du groupe de l'Emetteur et de la place qu'y occupe l'Emetteur</i>	<p>L'Émetteur est une filiale entièrement détenue par Société Générale SA.</p> <p>Le groupe Société Générale propose notamment des services de conseil à ses clients personnes physiques, aux entreprises et institutions dans le cadre de trois secteurs d'activités majeurs:</p> <ul style="list-style-type: none"> - la Banque de Détail en France sous les marques Société Générale, Crédit du Nord et Boursorama ; - la Banque de Détail Internationale, qui est présente en Europe Centrale et en Europe de l'Est, en Russie, dans le Bassin Méditerranéen, en Afrique Sub-Saharienne, en Asie et dans les territoires français d'Outre-Mer; et - la Banque de Financement et d'Investissement avec un large éventail de compétences en matière de services d'investissement, de financement et d'activités de marché.
B.9	<i>Montant de la prévision ou de l'estimation du bénéfice</i>	Sans objet. L'Émetteur et le Garant ne fournissent aucuns chiffres relatifs à une prévision ou estimation de bénéfice.
B.10	<i>Description de la nature des éventuelles réserves sur les informations historiques continues dans le rapport d'audit</i>	Sans objet. Il n'y a pas de réserve dans les rapports des commissaires aux comptes.

B.12

Informations
financières historiques

Bilan résumé de l'Émetteur pour les 2 années fiscales 2011 et 2012

Actif	31 déc. 2012		31 déc. 2011		+/- Milliers d'EUR
	Milliers d'EUR	%	Milliers d'EUR	%	
Créances	23 269 217	76	34 154 488	79	- 10 885 271
Autres actifs	7 164 317	24	9 004 121	21	- 1 839 804
Trésorerie et équivalents de trésorerie	0	0	0	0	470
	<u>30 434 004</u>	<u>100</u>	<u>43 158 609</u>	<u>100</u>	<u>- 12 724 605</u>
Capitaux propres et passif	Milliers d'EUR	%	Milliers d'EUR	%	Milliers d'EUR
Capitaux propres	833	0	617	0	216
Passif	428	0	312	0	116
Autres passifs	<u>30 432 743</u>	<u>100</u>	<u>43 157 680</u>	<u>100</u>	<u>-12 724 937</u>
	<u>30 434 004</u>	<u>100</u>	<u>43 158 609</u>	<u>100</u>	<u>-12 724 605</u>

Compte de résultat résumé pour les 2 années fiscales 2011 et 2012

	2012 Milliers d'EUR	2011 Milliers d'EUR	+/- Milliers d'EUR
Produits du marché à options	4 538 510	11 212 754	-6 674 244
Produits du marché à certificats	3 388 902	11 977 163	-8 588 261
Charges du marché à options	-4 538 510	-11 212 754	6 674 244
Charges du marché à certificats	<u>-3 388 902</u>	<u>-11 977 163</u>	<u>8 588 261</u>
Produit net bancaire	<u>0</u>	<u>0</u>	<u>0</u>
Autres charges/produits d'exploitation	506	354	152
Charges de personnel	<u>-177</u>	<u>-195</u>	<u>18</u>
Résultat d'exploitation	<u>329</u>	<u>159</u>	<u>170</u>
Résultat net des opérations financières	-8	-9	1
Résultat courant avant impôts	<u>321</u>	<u>150</u>	<u>171</u>
Impôts sur le revenu et sur les bénéfices	<u>-106</u>	<u>-47</u>	<u>-59</u>
Résultat annuel	<u>215</u>	<u>103</u>	<u>112</u>

Aperçu sur 2 ans

		2012	2011
Produits du marché à options et à certificats	KEUR	7,927,412	23,189,917
Charges du marché à options et à certificats	KEUR	-7,927,412	-23,189,917
Excédent	KEUR	0	0
Cash-flow résultant de l'activité courante	KEUR	470	0
Capitaux propres	KEUR	833	617
Total du bilan	KEUR	30,434,004	43,158,609
Actif circulant/Compte de régularisation	KEUR	24,660,584	37,265,635
Volume total des titres émis	KEUR	30,432,624	43,156,886
Bénéfice net de l'exercice	KEUR	215	103

Information financière du Garant

	1er trimestre 2013	Fin 2012	1er trimestre 2012	Fin 2011
Résultats (en millions d'euros)				
Produit net bancaire	5,088	23,110	6,311	25,636
Résultat d'exploitation	94	2,737	1,076	4,270
Bénéfice net	462	1,208	839	2,788
Résultat net part du Groupe	364	774	732	2,385
Résultat net part du Groupe par pôle et hors pôles				
Réseaux France	256	1,291	326	1,428
Réseaux Internationaux	79	(51)	45	325
Banque de Financement et d'Investissement	494	1,053	351	635
Services Financiers Spécialisés et Assurances	192	674	163	297
Banque Privée, Gestion d'Actifs et Services aux Investisseurs	73	(293)	81	171
Hors pôles	(730)	(1,900)	(234)	(471)
Coût du risque	(927)	(3,935)	(902)	(4,330)
Coefficient d'exploitation	79.9%	71.1%	68.7%	66.5%
ROE après impôt	2.7%	1.1%	6.4%	6%
Ratio Tier 1	12.4%	12.5%	11.1%	10.7% (Basel 2)
Activité (en milliards d'euros)				
Total Actif/passif	1,246.3	1,250.7	1,193.9	1,181.4
Prêts et créances sur la clientèle	349.6	350.2	363.1	367.5
Total dépôt clients	336.4	337.2	342.9	340.2

		<p>Capitaux propres (en milliards d'euros)</p> <table border="1"> <tr> <td>Sous-total Capitaux propres part du Groupe</td> <td>49.9</td> <td>49.8</td> <td>47.8</td> <td>47.1</td> </tr> <tr> <td>Total Capitaux propres</td> <td>NC</td> <td>54.1</td> <td>NC</td> <td>51.1</td> </tr> </table> <p>Flux de trésorerie (en milliards d'euros)</p> <table border="1"> <tr> <td>Flux net de la trésorerie et des équivalents de trésorerie</td> <td>NC</td> <td>23.7</td> <td>NC</td> <td>32.0</td> </tr> </table> <p>Il n'y a pas eu de changement significatif défavorable dans les perspectives de l'Émetteur et du Garant depuis la date de leurs derniers états financiers vérifiés et publiés.</p> <p>Il n'y a pas eu de changement significatif dans la situation financière ou commerciale de l'Émetteur et du Garant survenu depuis la fin de la période couverte par les dernières informations financières publiées.</p>	Sous-total Capitaux propres part du Groupe	49.9	49.8	47.8	47.1	Total Capitaux propres	NC	54.1	NC	51.1	Flux net de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	NC	23.7	NC	32.0
Sous-total Capitaux propres part du Groupe	49.9	49.8	47.8	47.1													
Total Capitaux propres	NC	54.1	NC	51.1													
Flux net de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	NC	23.7	NC	32.0													
B.13	<i>Description de tout évènement récent propre à l'Émetteur et présentant un intérêt significatif pour l'évaluation de sa solvabilité</i>	<p>Sans objet. Il n'y a pas d'évènement récent que l'Émetteur considère comme significatif pour l'évaluation de sa solvabilité depuis la publication de ses derniers états financiers vérifiés et publiés le 13 mars 2013.</p> <p>Il n'y a pas d'évènement récent que le Garant considère comme significatif pour l'évaluation de sa solvabilité depuis la publication de la dernière mise à jour du document de référence le 10 mai 2013.</p>															
B.14	<i>Déclaration concernant la dépendance de l'Émetteur à l'égard d'autres entités du groupe</i>	<p>Voir section B5 ci-dessus relative à la dépendance de l'Émetteur à l'égard d'autres entités du groupe.</p> <p>Société Générale est la société mère à la tête du Groupe. Société Générale exploite ses propres activités et n'intervient pas simplement en tant que société holding vis-à-vis de ses filiales.</p>															
B.15	<i>Description des principales activités de l'Émetteur</i>	<p>Société Générale Effekten GmbH</p> <p>L'objet social de l'Émetteur, comme exposé à l'article 2 de ses Statuts, est l'émission et la vente de titres et toutes activités connexes, à l'exception de celles exigeant une licence. L'Émetteur n'exerce pas d'activités bancaires comme définies par le <i>Kreditwesengesetz, KWG</i>. L'Émetteur est une entité financière comme définie dans la <i>Sec. 1 (3) Sentence 1 No. 5 KWG</i>.</p> <p>L'Émetteur émet et place des titres, principalement des warrants et des certificats, et exerce des activités associées.</p> <p>Société Générale</p> <p>Société Générale a pour objet, dans les conditions déterminées par les lois et réglementations applicables aux établissements de crédits, d'exercer auprès des personnes physiques et morales, tant en France qu'à l'étranger:</p> <ul style="list-style-type: none"> • toutes opérations de banque ; • toutes opérations connexes aux opérations bancaires, y compris notamment, toutes prestations de services d'investissement ou services connexes visés aux articles L. 321-1 et L.321-2 du Code monétaire et financier; • toutes prises de participations dans d'autres sociétés. <p>Société Générale peut également à titre habituel, dans les conditions définies par le Comité de la Réglementation Bancaire et Financière français, effectuer toutes opérations autres que celles mentionnées ci-dessus, y compris le courtage d'assurance.</p>															

		D'une façon générale, Société Générale peut effectuer, pour son propre compte ou pour le compte de tiers ou en participation, toutes opérations financières, commerciales, industrielles ou agricoles, mobilières ou immobilières, pouvant se rapporter directement ou indirectement aux activités ci-dessus ou susceptibles d'en faciliter la réalisation.																																																				
B.16	<i>Dans la mesure où ces informations sont connues de l'Émetteur, indiquer si celui-ci est détenu ou contrôlé, directement ou indirectement, et par qui, et la nature de ce contrôle</i>	<p>L'Émetteur est une filiale entièrement détenue par Société Générale, Paris.</p> <p>Le Garant n'est pas détenu ou contrôlé par une société mère. . Au 31 décembre 2012, la répartition du capital et des droits de vote (y compris droits de vote double, article 14 des statuts de Société Générale) était la suivante:</p> <table border="1"> <thead> <tr> <th colspan="4" style="text-align: center;">Situation au 31.12.2012⁽²⁾</th> </tr> <tr> <th></th> <th style="text-align: center;">Nombre d'actions</th> <th style="text-align: center;">% du capital</th> <th style="text-align: center;">% des droits de vote⁽³⁾</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td>Plan mondial d'actionnariat salarié</td> <td style="text-align: right;">59344358</td> <td style="text-align: right;">7,61 %</td> <td style="text-align: right;">12,47 %</td> </tr> <tr> <td>Grands actionnaires détenant plus de 1 % du capital et des droits de vote</td> <td style="text-align: right;">57860893</td> <td style="text-align: right;">7,42 %</td> <td style="text-align: right;">10,76 %</td> </tr> <tr> <td style="padding-left: 20px;"><i>Groupama</i></td> <td style="text-align: right;">19455211</td> <td style="text-align: right;">2,49 %</td> <td style="text-align: right;">4,27 %</td> </tr> <tr> <td style="padding-left: 20px;"><i>CDC</i></td> <td style="text-align: right;">19567063</td> <td style="text-align: right;">2,51 %</td> <td style="text-align: right;">2,90 %</td> </tr> <tr> <td style="padding-left: 20px;"><i>Meiji Yasuda Life Insurance Cy</i></td> <td style="text-align: right;">11069312</td> <td style="text-align: right;">1,42 %</td> <td style="text-align: right;">2,54 %</td> </tr> <tr> <td style="padding-left: 20px;"><i>CNP</i></td> <td style="text-align: right;">7769307</td> <td style="text-align: right;">1,00 %</td> <td style="text-align: right;">1,05 %</td> </tr> <tr> <td>Public</td> <td style="text-align: right;">636462020</td> <td style="text-align: right;">81,57 %</td> <td style="text-align: right;">73,72 %</td> </tr> <tr> <td>Autodétention⁽⁴⁾</td> <td style="text-align: right;">17618940</td> <td style="text-align: right;">2,26 %</td> <td style="text-align: right;">2,02 %</td> </tr> <tr> <td>Autocontrôle</td> <td style="text-align: right;">8987016</td> <td style="text-align: right;">1,15 %</td> <td style="text-align: right;">1,03 %</td> </tr> <tr> <td>Total</td> <td></td> <td style="text-align: right;">100,00 %</td> <td style="text-align: right;">100,00 %</td> </tr> <tr> <td>Base de référence</td> <td style="text-align: right;">780273227</td> <td></td> <td style="text-align: right;">871175967</td> </tr> </tbody> </table> <p>(2) Au 31 décembre 2012, la part des actionnaires de l'Espace économique européen dans le capital est estimée à 39,8 %.</p> <p>(3) À compter de 2006 et conformément à l'article L. 223-11 du Règlement général de l'AMF, des droits de vote sont associés aux actions d'autocontrôle et d'autodétention pour le calcul du nombre total de droits de vote, mais ces actions sont dépourvues de droit de vote en Assemblée générale.</p>	Situation au 31.12.2012⁽²⁾					Nombre d'actions	% du capital	% des droits de vote⁽³⁾	Plan mondial d'actionnariat salarié	59344358	7,61 %	12,47 %	Grands actionnaires détenant plus de 1 % du capital et des droits de vote	57860893	7,42 %	10,76 %	<i>Groupama</i>	19455211	2,49 %	4,27 %	<i>CDC</i>	19567063	2,51 %	2,90 %	<i>Meiji Yasuda Life Insurance Cy</i>	11069312	1,42 %	2,54 %	<i>CNP</i>	7769307	1,00 %	1,05 %	Public	636462020	81,57 %	73,72 %	Autodétention ⁽⁴⁾	17618940	2,26 %	2,02 %	Autocontrôle	8987016	1,15 %	1,03 %	Total		100,00 %	100,00 %	Base de référence	780273227		871175967
Situation au 31.12.2012⁽²⁾																																																						
	Nombre d'actions	% du capital	% des droits de vote⁽³⁾																																																			
Plan mondial d'actionnariat salarié	59344358	7,61 %	12,47 %																																																			
Grands actionnaires détenant plus de 1 % du capital et des droits de vote	57860893	7,42 %	10,76 %																																																			
<i>Groupama</i>	19455211	2,49 %	4,27 %																																																			
<i>CDC</i>	19567063	2,51 %	2,90 %																																																			
<i>Meiji Yasuda Life Insurance Cy</i>	11069312	1,42 %	2,54 %																																																			
<i>CNP</i>	7769307	1,00 %	1,05 %																																																			
Public	636462020	81,57 %	73,72 %																																																			
Autodétention ⁽⁴⁾	17618940	2,26 %	2,02 %																																																			
Autocontrôle	8987016	1,15 %	1,03 %																																																			
Total		100,00 %	100,00 %																																																			
Base de référence	780273227		871175967																																																			
B.17	<i>Notation attribuée au Garant ou à ses titres d'emprunt</i>	A la date du présent Prospectus de Base, Société Générale est notée A2 avec une perspective stable par Moody's Investors Services, A avec une perspective négative par Standard and Poor's et A+ avec une perspective négative par Fitch Ratings.																																																				
B.18	<i>Garantie</i>	Le paiement à bonne date de tous les montants dus par l'Émetteur au titre des Certificats est irrévocablement et inconditionnellement garanti en vertu de la Garantie.																																																				
B.19	<i>Information sur le Garant</i>	Voir ci-dessus B.1, B.2, B.4b, B.5, B.9, B.10, B.12, B.13, B.14, B.15, B.16, B.17.																																																				

Section C — Valeurs mobilières		
C.1	<i>Description de la nature et de la catégorie des valeurs mobilières offertes et/ou admises à la négociation et numéro d'identification</i>	<p>Les Certificats revêtiront la forme au porteur et seront émis (comme indiqué dans les Conditions Définitives) dans le cadre de la législation française sur la dématérialisation. La propriété des Certificats sera établie par une inscription en compte, conformément à l'Article L 211-4 du Code monétaire et financier. Aucun document matérialisant la propriété des Certificats (y compris les certificats représentatifs prévus à l'article R 211-7 du Code monétaire et financier) ne sera émis au titre des Certificats. Une fois émis, les Certificats seront inscrits en compte dans les livres d'Euroclear France qui créditera alors les comptes des Teneurs de Compte. La transmission du droit de propriété des Certificats sera établie par l'inscription en compte dans les livres des Teneurs de Compte.</p> <p>Organismes de compensation Euroclear France, Clearstream Banking, Euroclear Bank.</p> <p>Numéro d'identification Le code ISIN des Certificats est pour chaque tranche celui indiqué dans le tableau en annexe.</p>
C.2	<i>Devise de l'émission</i>	Les Certificats seront libellés en euros.
C.5	<i>Description de toute restriction imposée à la libre négociabilité des valeurs mobilières</i>	Il n'y a pas de restriction à la libre négociabilité des Certificats (sous réserve de l'application de restrictions de vente aux Etats-Unis d'Amérique, dans l'Espace Economique Européen, notamment en France et au Royaume-Uni).
C.8	<i>Description des droits attachés aux valeurs mobilières, y compris leur rang et toute restriction qui leur est applicable</i>	<p>Droits attachés aux Certificats</p> <p>En cas de Règlement, les Certificats donnent droit aux Porteurs au paiement d'une somme en numéraire telle que présentée aux C.16, C.17 et C.18 ci-dessous. Un tel montant en numéraire peut-être inférieur au montant initialement investi dans les Certificats par l'Investisseur.</p> <p>Prix d'émission Le prix d'émission des Certificats est pour chaque tranche celui indiqué dans le tableau en annexe.</p> <p>Rang des certificats Les engagements découlant des Certificats constituent des engagements de l'Emetteur directs, inconditionnels, non-subordonnés et non assortis de sûretés, qui auront à tout moment égalité de rang, sans traitement privilégié les uns par rapport aux autres. Les obligations de paiement de l'Emetteur aux termes des Certificats (à l'exception d'obligations privilégiées du fait de dispositions légales obligatoires) viendront au même rang que toutes les autres obligations non assorties de sûretés de l'Emetteur qui seraient en circulation le cas échéant (sauf s'il devait s'agir d'obligations de rang inférieur).</p> <p>Rang de la Garantie Le paiement à bonne date de tous les montants dus par l'Emetteur au titre des Certificats est irrévocablement et inconditionnellement garanti en vertu de la Garantie.</p>

		<p>Fiscalité</p> <p>Tous paiements relatifs aux Certificats seront effectués libres de toute retenue à la source ou de tout prélèvement au titre de tout impôt ou taxe imposés en France, à moins que cette retenue à la source ou ce prélèvement ne soit exigé par la loi. Si un tel prélèvement est effectué, l'Emetteur devra, sous réserve de certaines exceptions, majorer ses paiements afin de couvrir les montants ainsi prélevés.</p> <p>Droit applicable</p> <p>Les Certificats et tous engagements non-contractuels résultant ou en relation avec les Certificats seront régis par les, et devront être interprétés conformément aux, dispositions du droit français.</p>
C.11	<i>Si les valeurs mobilières offertes font ou feront l'objet d'une demande d'admission à la négociation, en vue de leur distribution sur un marché réglementé ou sur des marchés équivalents avec l'indication des marchés en question</i>	Les Certificats seront admis aux négociations sur le marché réglementé d'Euronext Paris.
C.15	<i>Description de la manière dont la valeur de l'investissement est influencée par celle du ou des instrument(s) sous-jacent(s), sauf lorsque les valeurs mobilières ont une valeur nominale d'au moins 100.000 EUR.</i>	6.7 Si la valeur finale du sous-jacent est au dessus de la limite, la valeur de remboursement du produit sera maximale et égale au niveau Bonus. Dans le cas inverse, le risque est comparable à un investissement direct sur le sous-jacent. Le gain potentiel est limité au cap.
C.16	<i>Date d'expiration ou d'échéance des instruments dérivés – date d'exercice ou de la date finale de référence</i>	La Date de Maturité sera pour chaque tranche celle indiquée dans le tableau en annexe.
C.17	<i>Description de la procédure de règlement des instruments dérivés</i>	<p>Paiement à la Date de Maturité</p> <p>A moins d'avoir été racheté et annulé, chaque Certificat donnera droit au Porteur de recevoir de l'Emetteur, à la Date de Règlement, le Montant de Règlement.</p> <p>Modalités de paiement</p> <p>Le Montant de Règlement sera payé dans la Devise de Règlement aux Teneurs de Compte pour compte des Porteurs.</p>
C.18	<i>Description des modalités relatives au produit des instruments dérivés</i>	<p>Certificats à échéance fermée :</p> <p>Ce type de Certificats donne au porteur le droit de recevoir de l'Emetteur un montant de règlement calculé dans la devise de règlement à la date d'évaluation finale selon une formule (ou des formules) liée(s) à la (ou plusieurs) valeur(s) du sous-jacent, (prix, dividende(s), taux de change entre la(les) devise(s) du sous-jacent et la devise de règlement ...), tel que mentionné dans les Conditions Définitives. Des frais ou des commissions ou des gains de financement pourraient être soustraits ou ajoutés dans cette(ces) formule(s). Le montant de règlement sera payé à la date de règlement</p>

C.19	<i>Prix d'exercice ou prix de référence final du sous-jacent</i>	Le prix de référence final du sous-jacent sera le cours de clôture du sous-jacent à la Date d'Evaluation Finale.
C.20	<i>Description du type de sous-jacent utilisé et où les informations à son sujet peuvent être trouvées</i>	Type de Sous-Jacent : Action Nom du Sous-Jacent Applicable : pour chaque tranche celui indiqué dans le tableau en annexe. Vous pouvez vous procurer des informations sur les performances passées et futures du Sous-Jacent Applicable sur le site internet de la Société émettrice de l'Action ou du titre et sur les serveurs d'informations financières comme Six Telekurs, Bloomberg, Reuters.

Section D — Risques

D.2	<i>Informations clés sur les principaux risques propres à l'Émetteur</i>	<p>L'Émetteur et le Garant considèrent que les facteurs suivants sont susceptibles d'affecter leur capacité à remplir leurs obligations au titre des Certificats dans le cadre de ce Prospectus de Base :</p> <p>La valeur des Certificats peut être affectée par des facteurs de risque divers, qui peuvent être liés à l'Émetteur et/ou au Garant; d'autres peuvent être étroitement liés au sous-jacent des Certificats.</p> <p>L'Émetteur est exposé à des risques concernant sa forme juridique, son organisation et ses activités économiques.</p> <p>Le Groupe Société Générale est exposé à des risques inhérents à ses activités : risques de crédit, risques de marché, informations financières spécifiques, risques structurels de taux et de change, risques de liquidité, risques opérationnels, risques de non conformité et de réputation, risques juridiques, risques environnementaux, autres risques, ratios réglementaires.</p>
D.6	<i>Avertissement informant l'investisseur qu'il pourrait perdre tout ou partie, selon le cas, de la valeur de son investissement et/ou, si le risque encouru par l'investisseur ne se limite pas à la valeur de son investissement, une mention de ce fait, assortie d'une description des cas où ce surcroît de risque se matérialise ainsi que des effets financiers probables de cette matérialisation</i>	<p>En complément des risques (y compris le risque de défaut) pouvant affecter la capacité de l'Émetteur à satisfaire ses obligations relatives aux Certificats émis dans le cadre du Programme, les Certificats sont des produits financiers à haut risque (des risques associés aux marchés financiers, des risques de change, des risques de taux, des risques politiques, tels qu'énoncés ci-dessous).</p> <p>Certains facteurs sont importants afin d'évaluer les risques liés aux Certificats émis dans le cadre du Programme. ils incluent notamment les facteurs de risque liés :</p> <ul style="list-style-type: none"> - au type et à la structure des Certificats (notamment risque lié à l'échéance, au remboursement anticipé ou encore à l'effet de levier) - à la valeur et/ou à la volatilité du (des) sous-jacent(s) - aux transactions de couverture conclues par l'Émetteur - à la législation et à la fiscalité applicable aux Certificats <p>Les investisseurs sont informés ici que, en conséquence, leurs Certificats peuvent perdre toute valeur et doivent être préparés à la perte partielle ou totale de leur investissement. Cela exige donc une connaissance et une expérience des transactions sur les marchés de capitaux et de titres où le prix est lié à un sous-jacent et une évaluation appropriée des risques inhérents aux Certificats.</p>

Section E — Offre		
E.2b	<i>Raisons de l'offre et de l'utilisation prévues du produit lorsqu'il s'agit de raisons autres que la réalisation d'un bénéfice et/ou la couverture de certains risques</i>	Le produit net de l'émission des Certificats sera destiné au financement des investissements des sociétés du Groupe Société Générale, y compris la réalisation de bénéfice.
E.3	<i>Description des modalités et des conditions de l'offre</i>	Des restrictions de vente s'appliquent à l'offre, l'investissement et le transfert des Certificats dans des pays de l'Union Européenne, la France, le Royaume-Uni et les Etats-Unis.
E.4	<i>Description de tout intérêt pouvant influencer sensiblement sur l'émission/l'offre, y compris les intérêts conflictuels</i>	A l'exception des commissions versées aux Agents Placeurs, le cas échéant, à la connaissance de l'Emetteur, aucune personne impliquée dans l'offre des Certificats n'y a d'intérêt significatif.
E.7	<i>Estimation des dépenses facturées à l'investisseur par l'Emetteur ou l'offreur</i>	Sans objet. Il n'y a pas de dépenses facturées à l'investisseur par l'Emetteur.

Annexe

Tranche	Sous-Jacent	code Reuters	Prix d'Emission	Date de Maturité	Code ISIN
A	AXA	AXAF.PA	100 EUR	30 mai 2014	FR0011502921

English free translation for information purposes only

**FINAL TERMS FOR SHARE CERTIFICATES
DATED 24 May 2013**

Certificates issued by

**SG EFFEKTEN GmbH
(as Issuer)**

unconditionally and irrevocably guaranteed by

Société Générale

The terms applicable to the Certificates appear in the Base Prospectus (*visa* from the *Autorité des marchés financiers* ("AMF") n° 13-185 dated 26 April 2013) and the Supplement (*visa* AMF n° 13-222 dated 16 May 2013).

The Final Terms, the Base Prospectus and the Supplement are available on the website of the AMF <http://www.amf-france.org> and on the website <http://www.sgbourse.fr>, or any other successor website.

The attention of the potential purchasers is drawn to the fact that:

- they must read these Final Terms together with the Base Prospectus and the Supplement,
- at any time, the Certificate value may be less than the Issue Price and Certificateholders may lose some or all of their investment,
- Certificates are not suitable for all investors. Potential purchasers are advised to make their decision only after having carefully considered, with their advisers, whether the planned investment is appropriate to their requirements and resources,
- solely the French version of the Base Prospectus and the Supplement has received a *visa* from the AMF. The English translation is for information purposes only.

THE CERTIFICATES AND THE GUARANTEE HAVE NOT BEEN AND WILL NOT BE REGISTERED UNDER THE UNITED STATES SECURITIES ACT OF 1933, AS AMENDED OR ANY STATE SECURITIES LAW, AND TRADING IN THE CERTIFICATES HAS NOT BEEN APPROVED BY THE UNITED STATES COMMODITY FUTURES TRADING COMMISSION UNDER THE UNITED STATES COMMODITY EXCHANGE ACT OF 1936, AS AMENDED. CERTIFICATES, OR INTERESTS THEREIN, MAY NOT AT ANY TIME BE OFFERED, SOLD, RESOLD, TRADED, PLEDGED, REDEEMED, TRANSFERRED OR DELIVERED, DIRECTLY OR INDIRECTLY, IN THE UNITED STATES OR TO, OR FOR THE ACCOUNT OR BENEFIT OF, A U.S. PERSON, NOR MAY ANY U.S. PERSON AT ANY TIME TRADE OR MAINTAIN A POSITION IN THE CERTIFICATES. FOR A DESCRIPTION OF THE RESTRICTIONS ON OFFERS AND SALES OF THE CERTIFICATES, SEE THE SECTION "PURCHASE AND SELLING RESTRICTIONS" IN THE BASE PROSPECTUS.

I – GENERAL

Issuer	Société Générale Effekten GmbH
Guarantor	Société Générale The Certificates are guaranteed by Societe Generale under the Guarantee dated 29 April 2013.
Commercial name	<i>Recovery Bonus Cappés</i>
Issue Date	27 May 2013
Subscription	Société Générale
Paying Agent	Société Générale, Tours Société Générale, 92987 Paris La Défense Cedex, France.
Calculation Agent	Société Générale, Tours Société Générale, 92987 Paris La Défense Cedex, France.
Clearance Institution(s)	Euroclear France (Paris), 115 rue Réaumur, 75081 Paris Cedex 02, France Euroclear Bank (Bruxelles), 1 boulevard du Roi Albert II, B-1210, Brussels, Belgium Clearstream Banking (Luxembourg), 42 avenue JF Kennedy, L-1855, Luxembourg
Listing	Application has been made for the Certificates to be admitted to trading on the Regulated Market of Euronext Paris with effect from the Issue Date. No guarantee can be given that this request will be approved.
Minimum number of Certificates for trading	The minimum number of Certificates for trading on Euronext Paris is one Certificate.
Form of market trading	Trading in continuous SG Securities (Paris) SAS as liquidity provider displays bid and offer prices in the Certificates order book, during the stock exchange session, under the following conditions: - a maximum bid and offer spread of 3 EUR or 5 % of the offer price displayed by the liquidity provider, - and a minimum unitary amount per order of 10,000 EUR, the above is assumed to take place under normal market conditions, underlying liquidity conditions and with the electronic information and trading systems operating normally.
Delisting	The Certificates will be delisted from Euronext Paris at opening on the sixth trading day in Paris before the Maturity Date (inclusive).
Form and transfer of Certificates	The Certificates are in bearer form. The Certificates' ownership will be denoted by a registration in an account, in accordance with article L 211-4 of the <i>Code monétaire et financier</i> .
Assimilation provisions	Not applicable
Investors' contact	Société Générale N° Azur 0810 30 20 20

II – FINANCIAL CHARACTERISTICS

TABLE

Tranche	Number of Certificates	Underlying / Share	Reuters code	Underlying Currency
A	20,000	AXA	AXAF.PA	EUR

Tranche	Quotation Market	Issue Price per Certificate	Issue amount	Initial Valuation Date	Final Valuation Date	Maturity Date
A	Euronext Paris	100 EUR	2,000,000 EUR	17 May 2013	16 May 2014	30 May 2014

Tranche	Limit *	Bonus Level *	Parity *	ISIN code	mnemonic code
A	103% x VALUE _i	121.50% x Issue Price	1	FR0011502921	7417S

* subject to adjustments

Applicable Additional Terms and Conditions

6.7

If the final value of the underlying is above the limit, the redemption amount of the product will be maximal and equal to the bonus level. If it's not the case, the risk is similar to a direct investment on the underlying. The potential profit is limited to the cap.

Aggregate issue amount

2,000,000 EUR

Settlement Currency

EUR

Underlying

As specified in the table above.

Settlement Amount

Each Certificate entitles the Certificateholder to receive one of the following Settlement Amounts, as the case may be, on the Settlement Date :

(i) if VALUE_f is higher than or equal to the Limit :

Parity x Bonus Level

(ii) if VALUE_f is strictly lower than the Limit :

Parity x (VALUE_f / VALUE_i) x Issue Price

where

VALUE_f means the closing price of the Share on the Final Valuation Date, subject to the provisions of the definition of the Final Valuation Date below.

VALUE_i means the closing price of the Share on the Initial Valuation Date, subject to the provisions of the definition of the Initial Valuation Date below.

Initial Valuation Date

The date specified in the table above. However, if such date is not a Trading Day, the Initial Valuation Date will be the first Trading Day of the Initial Valuation Period. If there is no Trading Day during the Initial Valuation Period, the last day of such period shall be deemed to be the Initial Valuation Date and VALUE_i shall be deemed to be the value of the Share determined by the Calculation Agent after consultation with an independent expert designated by Société Générale, on the basis of the market conditions on the last day of the Initial Valuation Period.

Initial Valuation Period

The period of five calendar days which follows the Initial Valuation Date.

Settlement Date

The Maturity Date.

Final Valuation Date

The date specified in the table above. However, if such date is not a Trading Day, the Final Valuation Date shall be the first Trading Day of the Valuation Period, provided that if there is no Trading Day within the Valuation Period, the last day of the Valuation Period shall be deemed to be the Final Valuation Date and VALUE_f shall be deemed to be the Fair Market Value.

Valuation Period

The period of five calendar days which follows the Final Valuation Date.

Fair Market Value

The value of the Share determined by the Calculation Agent after consultation with an independent expert designated by Société Générale, on the basis of the market conditions on the last day of the Valuation Period.

INTERESTS OF NATURAL AND LEGAL PERSONS INVOLVED IN THE ISSUE

Save for any fees payable to the Managers, so far as the Issuer is aware, no person involved in the issue of the Certificates has an interest material to the offer.

MARKET DISRUPTION EVENTS

Events specified in Condition 16 of the Terms and Conditions.

ADJUSTMENT RULES

Adjustments specified in Condition 16 of the Terms and Conditions.

Remunerations of professional intermediaries :

Societe Generale shall pay to the persons mentioned below (each an "**Interested Party**") the following remunerations for the services provided by such Interested Party to Societe Generale in the capacity set out below:

To each distributor, an annual average remuneration (calculated on the basis of the term of the Certificates) of up to 1.50% of the amount of Certificates effectively placed.

Further information in respect of the above remunerations may be provided by Societe Generale to its own clients upon request. If, under the Markets in Financial Instruments Directive (MiFID) 2004/39/CE and/or any other laws and regulations, an Interested Party is required to disclose to prospective investors in the Certificates any remuneration that Societe Generale pays to, or receives from, such Interested Party in respect of the Certificates, the Interested Party shall be responsible for compliance with such laws and regulations.

Signed on behalf of the Issuer:

Signed on behalf of the Guarantor:

By:

By:

Duly authorised

Duly authorised

ANNEX – ISSUE SUMMARY

This summary relates to the Certificates (the **Certificates**) described in the final terms (the **Final Terms**) to which this summary is annexed. This summary contains that information from the summary set out in the Base Prospectus dated 26 April 2013 which received visa no. 13-185 on 26 April 2013 from the Autorité des marchés financiers (the AMF) and the Supplement to the Base Prospectus dated 16 May 2013 which received visa no. 13-222 on 16 May 2013 from the AMF (together, the **Base Prospectus**) which is relevant to the Certificates together with the relevant information from the Final Terms.

This summary must be read as an introduction to the Base Prospectus and is provided as an aid to investors when considering whether to invest in the Certificates, but is not a substitute for the Base Prospectus. Any decision to invest in the Certificates should be based on a consideration of the Base Prospectus as a whole, including any documents incorporated by reference therein and the Final Terms.

Following the implementation of the relevant provisions of the Prospectus Directive in each Relevant Member State, no civil liability will attach to the Issuer in any such Relevant Member State solely on the basis of this summary, including any translation thereof hereof, unless it is misleading, inaccurate or inconsistent when read together with the other parts of the Base Prospectus and the Final Terms or it does not provide, when read together with the other parts of the Base Prospectus and the Final Terms, key information (as defined in Article 2.1(s) of the Prospectus Directive) in order to aid investors when considering whether to invest in the Certificates. Where a claim relating to information contained in the Base Prospectus and the Final Terms is brought before a court in a Member State of the European Economic Area, the plaintiff may, under the national legislation of the Member State where the claim is brought, be required to bear the costs of translating the Base Prospectus before the legal proceedings are initiated.

Summaries are made up of disclosure requirements known as **Elements** the communication of which is required by Annex XXII of Regulation EC/809/2004. These elements are numbered in Sections A – E (A.1 – E.7).

This summary contains all the Elements required to be included in a summary for this type of securities and Issuer. Because some Elements are not required to be addressed, there may be gaps in the numbering sequence of the Elements.

Even though an Element may be required to be inserted in the summary because of the type of securities and Issuer, it is possible that no relevant information can be given regarding the Element. In this case a short description of the Element is included in the summary with the mention of "not applicable".

Section A — Introduction and warning		
A.1	<i>Warning</i>	<p>This summary must be read as an introduction to this Base Prospectus :</p> <ul style="list-style-type: none"> - any decision to invest in the financial instruments involved in the operation must be based on an exhaustive reading of the Base Prospectus, any Supplement(s), where applicable, and the Final Terms, including the documents incorporated by reference. - if a claim relating to information contained in the Base Prospectus and/or Supplement(s) and/or Final Terms is brought before a Court, the plaintiff may, under the national legislation of the Member States of the European Community or States or parties to the agreement on the European Economic Area, be required to bear the costs of translating the Base Prospectus and/or the Supplement(s) and/ or Final Terms before the legal proceedings are initiated. - the persons presenting the summary, including the translation thereof, have requested the notification defined in article 212-41 of the AMF general regulations ("Règlement Général de l'AMF"), whereby they may only be held liable if the content of the summary is misleading, inaccurate or inconsistent with other parts of the Base Prospectus.

Section A — Introduction and warning		
A.2	<i>Consent by the Issuer for the use of the prospectus</i>	<p>In the context of any offer of Certificates that is not within an exemption from the requirement to publish a Base Prospectus under the Prospectus Directive (a Non-exempt Offer), the Issuer accepts responsibility, in each Member State for which it has given its consent referred to herein, for the content of the Base Prospectus in relation to any person (an Investor) to whom an offer of any Certificates is made by any financial intermediary to whom it has given its consent to use the Base Prospectus (an Authorised Offeror), where the offer is made during the period for which that consent is given and where the offer is made in the Member State for which that consent was given and is in compliance with all other conditions attached to the giving of the consent. However, neither the Issuer nor any Manager has any responsibility for any of the actions of any Authorised Offeror, including compliance by an Authorised Offeror with applicable conduct of business rules or other local regulatory requirements or other securities law requirements in relation to such offer.</p> <p>The Issuer consents to the use of the Base Prospectus in connection with a Non-exempt Offer of the relevant Certificates during the Offer Period specified in the relevant Final Terms (the Offer Period) either:</p> <p>(i) in the Member State(s) specified in the relevant Final Terms by any financial intermediary which is authorised to make such offers under the Markets in Financial Instruments Directive (Directive 2004/39/EC) and which satisfies any conditions specified in the relevant Final Terms; or</p> <p>(ii) any financial intermediary in the relevant Member State(s) which satisfies the following conditions: (a) acts in accordance with all applicable laws, rules, regulations and guidance of any applicable regulatory bodies (the Rules), from time to time including, without limitation and in each case, Rules relating to both the appropriateness or suitability of any investment in the Certificates by any person and disclosure to any potential investor; (b) complies with the restrictions set out under the section headed “<i>Subscription and Sale</i>” in the Base Prospectus which would apply as if it were a Dealer; (c) ensures that any fee (and any commissions or benefits of any kind) received or paid by that financial intermediary in relation to the offer or sale of the Certificates is fully and clearly disclosed to investors or potential investors; (d) holds all licences, consents, approvals and permissions required in connection with solicitation of interest in, or offers or sales of, the Certificates under the Rules; (e) retains investor identification records for at least the minimum period required under applicable Rules, and shall, if so requested, make such records available to the relevant Dealer(s) and the Issuer or directly to the appropriate authorities with jurisdiction over the Issuer and/or the relevant Dealer(s) in order to enable the Issuer and/or the relevant Dealer(s) to comply with anti-money laundering, anti-bribery and "know your client" rules applying to the Issuer and/or the relevant Dealer(s); (f) does not, directly or indirectly, cause the Issuer or the relevant Dealer(s) to breach any Rule or any requirement to obtain or make any filing, authorisation or consent in any jurisdiction; and (g) satisfies any further conditions specified in the relevant Final Terms.</p> <p>The Issuer may give consent to additional financial intermediaries after the date of the relevant Final Terms and, if it does so, the Issuer will publish the above information in relation to them on its website (www.sqbourse.com).</p> <p>Any Authorised Offeror who wishes to use the Base Prospectus in connection with a Non-exempt Offer is required, for the duration of the relevant Offer Period, to publish on its website that it is using the Base Prospectus for such Non-exempt Offer in accordance with the consent of the Issuer and the conditions attached thereto.</p>

Section A — Introduction and warning		
		<p>To the extent specified in the relevant Final Terms, a Non-exempt Offer may be made during the relevant Offer Period by any of the Issuer, the Dealers or any relevant Authorised Offeror in any relevant Member State and subject to any relevant conditions, in each case all as specified in the relevant Final Terms.</p> <p>Other than as set out above, neither the Issuer nor any of the Dealers has authorised the making of any Non-exempt Offer by any person in any circumstances and such person is not permitted to use the Base Prospectus in connection with its offer of any Certificates. Any such non authorised Non-exempt Offers are not made on behalf of the Issuer or by any of the Dealers or Authorised Offerors and none of the Issuer or any of the Dealers or Authorised Offerors has any responsibility or liability for the actions of any person making such offers.</p> <p>An Investor intending to acquire or acquiring any Certificates from an Authorised Offeror will do so, and offers and sales of the Certificates to an Investor by an Authorised Offeror will be made, in accordance with any terms and other arrangements in place between such Authorised Offeror and such Investor including as to price, allocation and settlement arrangements (the Terms and Conditions of the Non-exempt Offer). The Issuer will not be a party to any such arrangements with Investors (other than Dealers) in connection with the offer or sale of the Certificates and, accordingly, the Base Prospectus and any Final Terms will not contain such information. The Terms and Conditions of the Non-exempt Offer shall be published by that Authorised Offeror on its website at the relevant time. None of the Issuer, any of the Dealers or other Authorised Offerors has any responsibility or liability for such information</p>

Section B — Issuer		
B.1	<i>Legal and commercial name of the Issuer</i>	<p>Societe Generale Effekten GmbH (Issuer).</p> <p>Societe Generale (Guarantor).</p>
B.2	<i>Domicile and legal form of the Issuer, legislation under which the Issuer operates and its country of incorporation</i>	<p>Societe Generale Effekten GmbH has its registered office in Frankfurt-am-Main and is entered in the commercial register of Frankfurt local court under number HRB 32283. Societe Generale Effekten GmbH came into existence after LT Industriebeteiligungs-Gesellschaft mbH which itself was founded on March 3, 1977 for an unlimited duration and was renamed by a resolution of the shareholders' meeting on October 5, 1990. The Issuer was founded as a limited liability company (<i>Gesellschaft mit beschränkter Haftung, GmbH</i>) under German Law.</p> <p>The Issuer's business address is Neue Mainzer Strasse 46-50, 60311 Frankfurt-am-Main, Germany.</p> <p>Societe Generale's registered office is at 29, boulevard Haussmann, 75009 Paris.</p> <p>Societe Generale is a French <i>société anonyme</i> (public limited company) established under French law and is duly licensed as a French <i>établissement de crédit</i> (bank institution).</p> <p>Societe Generale was incorporated in France by deed approved by Decree on 4 May 1864. The duration of Societe Generale, previously fixed at 50 years with effect from 1 January 1899, was then extended by 99 years with effect from 1 January 1949. Under the legislative and regulatory provisions relating to credit institutions, notably the Articles of the French <i>Code monétaire et</i></p>

Section B — Issuer		
		<i>financier</i> , Societe Generale is subject to the commercial laws of the French <i>Code de commerce</i> (in particular Articles L. 210-1 <i>et seq.</i>) as well as current by-laws.
B.4b	<i>Description of any known trends affecting the Issuer and the industries in which it operates</i>	<p>Société Générale Effekten GmbH</p> <p>Issuing activities for the 2013 fiscal year depend on the current trend on the financial markets. As in the previous years, the Company intends to offer a wide range of products in 2013. The Company intends to continue the issuing activities in Austria and Sweden begun in 2011 and 2012.</p> <p>Société Générale</p> <p>Significant but uneven deterioration in the global economic environment; recommendation by the European Banking Authority to reach a Core Tier 1 of at least 9% under Basel 2.5 starting 30 June 2012; Vickers report in the United Kingdom suggesting ringfencing retail banking activities within universal banks (issue which the European Union will take up in 2012); other topics being monitored by the Financial Stability Council include harmonisation of accounting standards, compensation practices, functioning of OTC derivative markets, among others. In the US, the Dodd-Frank Act laid the foundation for systemic risk supervisions and oversight of certain activities of Corporate and Investment Banks; a tax on financial transactions has been introduced in 2012 in France.</p>
B.5	<i>Description of the Issuer's group and the Issuer's position within the group</i>	<p>The Issuer is a fully-owned subsidiary of the Société Générale Group</p> <p>The Société Générale Group offers advisory and other services to individual customers, companies and institutions as part of three main business lines :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Retail Banking in France under the Societe Generale, Crédit du Nord and Boursorama brands; - International Retail Banking, which is present in Central and Eastern Europe, Russia, the Mediterranean Basin, Sub-Saharan Africa, Asia and in the French Overseas territories; and - Corporate and Investment Banking with a broad range of expertise in investment banking, finance and market activities
B.9	<i>Figure of profit forecast or estimate (if any)</i>	Not applicable. The Issuer and the Guarantor does not provide any figure of profit forecast or estimate.
B.10	<i>Description of the nature of any qualifications in the audit report on the historical financial information</i>	Not applicable. The audit reports do not include any qualifications.

B.12

*Selected financial information***Summarized balance sheet of the Issuer for the two fiscal years 2011 and 2012**

	31 dec. 2012		31 dec. 2011		+/- EUR k
	EUR k	%	EUR k	%	
Assets					
Receivables	23 269 217	76	34 154 488	79	- 10 885 271
Other assets	7 164 317	24	9 004 121	21	- 1 839 804
Cash and cash equivalents	470	0	0	0	470
	<u>30 434 004</u>	<u>100</u>	<u>43 158 609</u>	<u>100</u>	<u>- 12 724 605</u>
Equity and liabilities					
Equity	833	0	617	0	216
Liabilities	428	0	312	0	116
Other liabilities	30 432 743	100	43 157 680	100	-12 724 937
	<u>30 434 004</u>	<u>100</u>	<u>43 158 609</u>	<u>100</u>	<u>-12 724 605</u>

Summarized income statement for the two fiscal years 2011 and 2012

	2012 EUR k	2011 EUR k	+/- EUR k
Income from warrant transactions	4 538 510	11 212 754	-6 674 244
Income from certificate transactions	3 388 902	11 977 163	-8 588 261
Expenses from warrant transactions	-4 538 510	-11 212 754	6 674 244
Expenses from certificate transactions	-3 388 902	-11 977 163	8 588 261
Operating performance	<u>0</u>	<u>0</u>	<u>0</u>
Other operating income/ expenses	506	354	152
Personnel expenses	-177	-195	18
Operating income	<u>329</u>	<u>159</u>	<u>170</u>
Net financial income/ expenses	-8	-9	1
Income before income taxes	<u>321</u>	<u>150</u>	<u>171</u>
Income taxes	-106	-47	-59
Net income for the year	<u>215</u>	<u>103</u>	<u>112</u>

Two-year overview

		2012	2011
Income from option contracts and certificates	€ (000)	7,927,412	23,189,917
Expenses from option contracts and certificates	€ (000)	-7,927,412	-23,189,917
Surplus	€ (000)	0	0
Cash flow from operating activities	€ (000)	470	0
Equity	€ (000)	833	617
Total assets	€ (000)	30,434,004	43,158,609
Current assets/accruals and def	€ (000)	24,660,584	37,265,635
Total volume of issued securities	€ (000)	30,432,624	43,156,886
Net income for the year	€ (000)	215	103

Financial information of the guarantor

	First Quarter 2013	Year ended 2012	First Quarter 2012	Year ended 2011
Results (in millions of euros)				
Net Banking Income	5,088	23,110	6,311	25,636
Operating income	94	2,737	1,076	4,270
Net income before non controlling interests	462	1,208	839	2,788
Group Net income after tax	364	774	732	2,385
Net income after tax Group share – <i>By Business</i>				
<i>French Networks</i>	256	1,291	326	1,428
<i>International Retail Banking</i>	79	(51)	45	325
<i>Corporate and Investment Banking</i>	494	1,053	351	635
<i>Financial Services and Insurance</i>	192	674	163	297
<i>Private Banking, Global Investment Management and Services</i>	73	(293)	81	171
<i>Corporate Centre</i>	(730)	(1,900)	(234)	(471)
Net cost of risk	(927)	(3,935)	(902)	(4,330)
Operating ratio	79.9%	71.1%	68.7%	66.5%
ROE after tax	2.7%	1.1%	6.4%	6%
Core Tier one ratio	12.4%	12.5%	11.1%	10.7% (Basel 2)
Activity (in billions of euros)				
Total assets and liabilities	1,246.3	1,250.7	1,193.9	1,181.4
Customer loans	349.6	350.2	363.1	367.5
Customer deposits	336.4	337.2	342.9	340.2

		<table border="1"> <tr> <td colspan="5">Equity (in billions of euros)</td> </tr> <tr> <td>Group shareholders' equity</td> <td>49.9</td> <td>49.8</td> <td>47.8</td> <td>47.1</td> </tr> <tr> <td>Total consolidated equity</td> <td>NC</td> <td>54.1</td> <td>NC</td> <td>51.1</td> </tr> <tr> <td colspan="5">Cash flow statement</td> </tr> <tr> <td colspan="5"><i>(in billions of euros)</i></td> </tr> <tr> <td>Net inflow (outflow) in cash and cash equivalent</td> <td>NC</td> <td>23.7</td> <td>NC</td> <td>32.0</td> </tr> </table> <p>There has been no material adverse change in the prospects of the Issuer and the Guarantor since their last published audited financial statements.</p> <p>There has been no significant change in the financial or trading position of the Issuer and the Guarantor since the end of the last financial period for which interim financial information has been published.</p>	Equity (in billions of euros)					Group shareholders' equity	49.9	49.8	47.8	47.1	Total consolidated equity	NC	54.1	NC	51.1	Cash flow statement					<i>(in billions of euros)</i>					Net inflow (outflow) in cash and cash equivalent	NC	23.7	NC	32.0
Equity (in billions of euros)																																
Group shareholders' equity	49.9	49.8	47.8	47.1																												
Total consolidated equity	NC	54.1	NC	51.1																												
Cash flow statement																																
<i>(in billions of euros)</i>																																
Net inflow (outflow) in cash and cash equivalent	NC	23.7	NC	32.0																												
B.13	<i>Description of any recent events particular to the Issuer which are to a material extent relevant to the evaluation of the Issuer's solvency</i>	<p>Not applicable. There have been no recent events which the Issuer considers material to the evaluation of its solvency since its last published audited financial statements on 13 March 2013.</p> <p>There have been no recent events which the Guarantor considers material to the evaluation of its solvency since the publication of the last update of its registration document on 10 May 2013.</p>																														
B.14	<i>Statement as to whether the Issuer is dependent upon other entities within the group</i>	<p>Please, see Section B5 above for Issuer's position within the Group.</p> <p>Societe Generale is the ultimate holding company of the Group. Société Générale operates its own business; it does not act as a simple holding company vis-à-vis its subsidiaries.</p>																														
B.15	<i>Description of the Issuer's principal activities</i>	<p>Societe Generale Effketen GmbH</p> <p>The Issuer's corporate object, as stated in Article 2 of its articles of association, is the issuance and sale of securities and all related activities, with the exception of those requiring a license. The Issuer does not engage in banking activities as defined by the German Banking Act (<i>Kreditwesengesetz, KWG</i>). The Issuer is a financial entity as defined in <i>Sec. 1 (3) Sentence 1 No. 5</i> of the <i>KWG</i>.</p> <p>The Issuer issues and invests securities, mainly warrants and certificates, and engages in related activities.</p> <p>Societe Generale</p> <p>The purpose of Société Générale is, under the conditions determined by the laws and regulations applicable to credit institutions, to carry out with individuals and corporate entities, in France or abroad:</p> <ul style="list-style-type: none"> • all banking transactions; • all transactions related to banking operations, including in particular, investment services or allied services as listed by Articles L. 321-1 and L. 321-2 of the French <i>Code monétaire et financier</i>; • all acquisitions of interests in other companies. <p>Société Générale may also, on a regular basis, as defined in the conditions set by the French Financial and Banking Regulation Committee, engage in all transactions other than those mentioned above, including in particular insurance brokerage.</p>																														

		Generally, Société Générale may carry out, on its own behalf, on behalf of a third-party or jointly, all financial, commercial, industrial, agricultural, movable property or real property transactions, directly or indirectly related to the abovementioned activities or likely to facilitate the accomplishment of such activities.																																																				
B.16	<i>To the extent known to the Issuer, whether the Issuer is directly or indirectly owned or controlled and by whom, and nature of such control</i>	<p>The Issuer is a fully-owned subsidiary of Societe Generale, Paris.</p> <p>The Guarantor is not owned or controlled by a parent company. As at December 31, 2012, the breakdown of capital and voting rights (including double voting rights, article 14 of Société Générale's bylaws) was as follows:</p> <table border="1"> <thead> <tr> <th></th> <th colspan="3">At December 31, 2012⁽²⁾</th> </tr> <tr> <th></th> <th>Number of shares</th> <th>% of capital</th> <th>% of voting rights⁽³⁾</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td>Group employee share ownership plan</td> <td>59,344,358</td> <td>7.61%</td> <td>12.47%</td> </tr> <tr> <td>Major shareholders with more than 1% of the capital and voting rights</td> <td>57,860,893</td> <td>7.42%</td> <td>10.76%</td> </tr> <tr> <td><i>Groupama</i></td> <td>19,455,211</td> <td>2.49%</td> <td>4.27%</td> </tr> <tr> <td><i>CDC</i></td> <td>19,567,063</td> <td>2.51%</td> <td>2.90%</td> </tr> <tr> <td><i>Meiji Yasuda Life Insurance Cy</i></td> <td>11,069,312</td> <td>1.42%</td> <td>2.54%</td> </tr> <tr> <td><i>CNP</i></td> <td>7,769,307</td> <td>1.00%</td> <td>1.05%</td> </tr> <tr> <td>Free float</td> <td>636,462,020</td> <td>81.57%</td> <td>73.72%</td> </tr> <tr> <td>Share buybacks⁽⁴⁾</td> <td>17,618,940</td> <td>2.26%</td> <td>2.02%</td> </tr> <tr> <td>Treasury shares</td> <td>8,987,016</td> <td>1.15%</td> <td>1.03%</td> </tr> <tr> <td>Total</td> <td></td> <td>100.00%</td> <td>100.00%</td> </tr> <tr> <td>Number of outstanding shares</td> <td>780,273,227</td> <td></td> <td>871,175,967</td> </tr> </tbody> </table> <p>(2) At December 31, 2012, the share of European Economic Area shareholders in the capital is estimated at 39.8%.</p> <p>(3) As from 2006 and in accordance with article 223-11 of the AMF's General Regulations, the calculation of total voting rights includes voting rights associated with share buybacks and treasury shares; however, these shares do not give the right to vote at General Meetings.</p>		At December 31, 2012 ⁽²⁾				Number of shares	% of capital	% of voting rights ⁽³⁾	Group employee share ownership plan	59,344,358	7.61%	12.47%	Major shareholders with more than 1% of the capital and voting rights	57,860,893	7.42%	10.76%	<i>Groupama</i>	19,455,211	2.49%	4.27%	<i>CDC</i>	19,567,063	2.51%	2.90%	<i>Meiji Yasuda Life Insurance Cy</i>	11,069,312	1.42%	2.54%	<i>CNP</i>	7,769,307	1.00%	1.05%	Free float	636,462,020	81.57%	73.72%	Share buybacks ⁽⁴⁾	17,618,940	2.26%	2.02%	Treasury shares	8,987,016	1.15%	1.03%	Total		100.00%	100.00%	Number of outstanding shares	780,273,227		871,175,967
	At December 31, 2012 ⁽²⁾																																																					
	Number of shares	% of capital	% of voting rights ⁽³⁾																																																			
Group employee share ownership plan	59,344,358	7.61%	12.47%																																																			
Major shareholders with more than 1% of the capital and voting rights	57,860,893	7.42%	10.76%																																																			
<i>Groupama</i>	19,455,211	2.49%	4.27%																																																			
<i>CDC</i>	19,567,063	2.51%	2.90%																																																			
<i>Meiji Yasuda Life Insurance Cy</i>	11,069,312	1.42%	2.54%																																																			
<i>CNP</i>	7,769,307	1.00%	1.05%																																																			
Free float	636,462,020	81.57%	73.72%																																																			
Share buybacks ⁽⁴⁾	17,618,940	2.26%	2.02%																																																			
Treasury shares	8,987,016	1.15%	1.03%																																																			
Total		100.00%	100.00%																																																			
Number of outstanding shares	780,273,227		871,175,967																																																			
B.17	<i>Credit ratings assigned to the Issuer or its debt securities</i>	At the date of this Base Prospectus, Société Générale is rated A2 with a stable outlook by Moody's Investors Services, A with a negative outlook by Standard and Poor's and A+ with a negative outlook by Fitch Ratings.																																																				
B.18	<i>Guarantee</i>	The due payment of all amounts owed by the Issuer under the Certificates is unconditionally and irrevocably guaranteed under the Guarantee.																																																				
B.19	<i>Information on the guarantor</i>	Please, see above B.1, B.2, B.4b, B.5, B.9, B.10, B.12, B.13, B.14, B.15, B.16, B.17.																																																				

Section C — Securities		
C.1	<i>Description of the type and the class of the securities being offered and/or admitted to trading, including any security identification number</i>	<p>The Certificates will be in bearer form and will be issued (as specified in the Final Terms) under French laws on dematerialization. The Certificates' ownership will be denoted by a registration in an account, in accordance with article L 211-4 of the <i>Code monétaire et financier</i>. No physical document will be issued for the purpose of the Certificates (including representative certificates ("<i>certificats représentatifs</i>") as mentioned in article R 211-7 of the <i>Code monétaire et financier</i>). After issuance, the Certificates will be registered by Euroclear France in its accounts, and then credited to the accounts of the Certificate Account Holders. The transfer of the Certificates' ownership rights will be derived from registration in an account held by the Certificate Account Holders.</p> <p>Clearing Systems Euroclear France, Clearstream Banking, Euroclear Bank.</p> <p>Security Identification Number The ISIN code of the Certificates is for each tranche indicated in the chart in Annex.</p>
C.2	<i>Currency of the securities issue</i>	The Certificates will be issued in euros.
C.5	<i>Description of any restrictions on the free transferability of the securities</i>	There is no restriction on the free transferability of Certificats (subject to selling restrictions which will apply in the United States of America, the European Economic Area, including France and the United Kingdom).
C.8	<i>Description of the rights attached to the securities, including ranking and limitations to those rights</i>	<p>Rights attached to the Certificates In case of Settlement, Certificates give the rights to the Certificateholders in the payment of an amount in cash as stated into C.16, C.17 and C.18 below. Such an amount in cash can be lower than the amount initially invested in Certificates by the Investor.</p> <p>Issue price The issue price of the Certificates is for each tranche indicated in the chart in Annex.</p> <p>Status of certificates The obligations under the Certificates constitute direct, unconditional, unsubordinated and unsecured obligations of the Issuer and shall at all times rank pari passu and without preference among themselves. The payment obligations of the Issuer under the Certificates (save for certain obligations preferred by mandatory provisions of statutory law) shall rank pari passu with all other unsecured obligations (other than subordinated obligations, if any) of the Issuer from time to time outstanding.</p> <p>Status of the Guarantee Payments at right date of all the amounts owed by the Issuer regarding the Certificates are irrevocably and unconditionally guaranteed by virtue of the guarantee.</p> <p>Taxation All payments in respect of the Certificates will be made without deduction for or on account of withholding taxes imposed by France, unless such withholding or deduction is required by law. In the event that any such deduction is made, the Issuer will, save in certain limited circumstances, be required to pay additional amounts to cover the amounts so deducted.</p>

Section C — Securities		
		<p>Governing Law</p> <p>The Certificates and any non-contractual obligations arising out of or in connection with the Certificates will be governed by, and shall be construed in accordance with French law.</p>
C.11	<i>Whether the securities offered are or will be the object of an application for admission to trading, with a view to their distribution in a regulated market or other equivalent markets with indication of the markets in question</i>	Certificates will be admitted to trading on the Regulated Market of Euronext Paris.
C.15	<i>Description of how the value of the investment is affected by the value of the underlying instrument(s), unless the securities have a denomination of at least EUR 100,000.</i>	<p>6.7</p> <p>If the final value of the underlying is above the limit, the redemption amount of the product will be maximal and equal to the bonus level. If it's not the case, the risk is similar to a direct investment on the underlying. The potential profit is limited to the cap.</p>
C.16	<i>Expiration or maturity date of the derivative securities – the exercise date or final reference date</i>	The Maturity Date of the Certificates will be for each tranche indicated in the chart in Annex
C.17	<i>Description of the settlement procedure of the derivative securities</i>	<p><i>Payment on the Maturity Date</i></p> <p>Unless the Certificates have been repurchased and cancelled, each Certificate shall entitle the Certificateholder to receive from the Issuer the Settlement Amount on the Settlement Date.</p> <p><i>Payment provisions</i></p> <p>The Settlement Amount will be paid in the Settlement Currency to the Certificate Account Holders on behalf of the Certificateholders.</p>
C.18	<i>Description of how the return on derivative securities takes place</i>	<p>Closed-end Certificates :</p> <p>This kind of Certificates gives the right to the Certificateholder to receive from the Issuer a settlement amount calculated in the settlement currency on the final valuation date according to a formula (or formulae) linked to a (or several) value(s) of the underlying (price(s), dividend(s), exchange rate between the underlying currency and the settlement currency ...), as specified in the Final Terms. Fees or commissions or financing gains should be subtracted or added into this formula (formulae). The settlement amount will be paid on the settlement date.</p>
C.19	<i>Exercise price or final reference price of the underlying</i>	The final reference price of the underlying will be the closing price of the underlying on the Final Valuation Date.
C.20	<i>Description of the type of the underlying and where the information on the underlying can be found</i>	<p>Type of Underlying : Share.</p> <p>Name of the Applicable Underlying : will be for each tranche indicated in the chart in Annex</p>

Section C — Securities

		You can get yourselves information on the past and future performances of the Applicable Underlying on the website of the Company issuer of the Share or security and on financial providers such as Six Telekurs, Bloomberg, Reuters.
--	--	--

Section D — Risks		
D.2	<i>Key information on the key risks that are specific to the Issuer</i>	<p>The Issuer and the Guarantor consider that the following factors may affect their capacity to fulfill their obligations regarding the Certificates within the framework of this Base Prospectus:</p> <p>The value of the Certificates may be affected by various risk factors, which may be related to the Issuer and/or the Guarantor; others may be closely related to the Certificate-Underlying.</p> <p>The Issuer is exposed to risks relating to its legal form, its organization and its economic activities.</p> <p>The Societe Generale Group is exposed to the risks inherent in its core businesses : credit risks, market risks, specific financial information, structural interest rate and exchange rate risks, liquidity risk, operational risks, non-compliance and reputational risks, legal risks, environmental risks, other risks, regulatory ratios.</p>
D.6	<i>Risk warning to the effect that investors may lose the value of their entire investment or part of it, as the case may be, and/or, if the investor's liability is not limited to the value of his investment, a statement of that fact, together with a description of the circumstances in which such additional liability arises and the likely financial effect</i>	<p>As a supplement to the risks (including the risk of default) being able to affect the capacity of the Issuer to satisfy its obligations relative to Certificates issued within the framework of the Program, Certificates are high-risk financial products (risks associated with financial markets, exchange rate risks, interest rate risks, political risks, as stated below).</p> <p>Certain factors are important to assess the risks linked to Certificates issued within the framework of the Program. They include in particular the related risk factors :</p> <ul style="list-style-type: none"> - to the type and to the structure of Certificates (in particular related risk to the maturity, to the early redemption or to the the leverage effect) - to the value and/or the volatility of the underlying instrument(s) - to the hedge transactions concluded by the Issuer - to the legislation and the taxation applicable to Certificates <p>Investors are hereby informed that, consequently, their Certificates may lose all their value and hence must be prepared for the partial or total loss of their investment. This therefore requires knowledge and experience in transactions on capital and securities markets where the price is linked to an underlying, and a proper assessment of the risks inherent to the Certificates.</p>

Section E — Offer		
E.2b	<i>Reasons for the offer and use of proceeds when different from making profit and/or hedging certain risks</i>	The net proceeds will be applied for the general financing purposes of the Societe Generale group of companies, which include making a profit.
E.3	<i>Description of the terms and conditions of the offer</i>	Some selling restrictions apply to Certificate offering, investment and transfer in the European Economic Area, France, the United Kingdom, the United States.
E.4	<i>Description of any interest that is material to the issue/offer including conflicting interests</i>	Save for any fees payable to the Managers, so far as the Issuer is aware, no person involved in the issue of the Certificates has an interest material to the offer.

Section E — Offer

E.7	<i>Estimated expenses charged to the investor by the Issuer or the offeror</i>	Not applicable. There are no expenses charged to the investor by the Issuer.
-----	--	--

Annex

Tranche	Underlying	Reuters Code	Issue Price	Maturity Date	ISIN Code
A	AXA	AXAF.PA	100 EUR	30 May 2014	FR0011502921